

# Le MRP vous parle!

TRIBUNE LIBRE DES ANCIENS DU M.R.P.

Nouvelle série n° 48  
Mars-Avril 1991  
ISSN 0753-8707

BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. — 133 BIS, RUE DE L'UNIVERSITÉ PARIS 7° — TÉL. 47.05.84.51

PRIX : 5 F

## DE LA GUERRE À LA PAIX

Une guerre-éclair de quatre jours a permis de détruire le matériel guerrier de SADDAM HUSSEIN. Ce résultat inespéré (après un mois de pilonnage aérien intensif) a dépassé toutes les prévisions.

### SOMMAIRE

- Page 1 : *De la Guerre à la Paix*
- Page 2 : *Des Masos manipulables  
Amis décédés*
- Page 3 : *Il faut profiter du succès obtenu  
dans le Golfe pour en obtenir  
d'autres*  
*La victoire dans le Golfe c'est  
bien, maintenant il faut établir  
la paix dans toute la région*  
*Les Palestiniens ont manqué le  
coche*
- Page 4 : *Socialistes et Communistes*
- Page 5 : *La gloire des Nations ou la fin  
de l'Empire Soviétique*
- Page 6-7-8 : *Courrier des lecteurs*
- Page 8 : *Dans chaque ville de France  
au coin de la rue*
- Page 9-10 : *"Au-delà de toutes les frontières"*
- Page 10 : *Les valeurs des 15-25 ans*  
*Où sont les archives d'Yvon  
Coudé du Foresto*
- Page 11 : *Réunion du Comité directeur  
de l'Amicale du M.R.P.*  
*Principe de l'O.N.U.*
- Page 12 : *Assemblée Générale de l'Ami-  
cale du M.R.P.*  
*Rappel*  
*"Un cri d'alarme"*

Les journalistes nous ayant affirmé que nous avons affaire à la quatrième armée du monde, que l'emploi d'engins chimiques allait nous perturber, que la «Garde» de SADDAM HUSSEIN nous attendait de pied ferme, que malgré 100.000 sorties nous avions détruit des engins en carton et que les armements enfouis dans des hangars de trois mètres d'épaisseur étaient intacts, nous avons fini par craindre, dans l'engagement terrestre, des pertes humaines considérables. Notre ministre CHEVENEMENT, pour relever le moral des troupes, n'ouvrait la bouche que pour parler des milliers de morts alliés.

Or, tout s'est déroulé selon le plan le plus optimiste.

Il faudra chercher une explication à la non utilisation de l'immense arsenal guerrier accumulé par le dictateur irakien. Comment se fait-il que, dès le 17 janvier, aucun avion n'ait cherché le combat avec les Alliés, que les hélicoptères irakiens Gazelle soient restés à terre, que les missiles sol-air aient été très peu utilisés de même que les missiles anti-chars Milan.

La maîtrise de l'air laissée aux Alliés a permis avec succès la destruction de l'infrastructure militaire irakienne. Ce travail méthodique et fort bien conduit a permis d'économiser la vie de nos soldats et d'obtenir la reddition

d'une armée affamée et totalement démoralisée.

Ce résultat nous le devons à ceux qui ont osé, dès le départ, affirmer que le Droit ne serait pas bafoué et que le Koweït devait être évacué. Nous le devons aux soldats de la coalition qui, avec courage, ont appliqué le plan prévu et coordonné leurs efforts pendant toute l'offensive.

Il y a eu la détermination américaine, britannique et française qui, sans faiblir, et malgré Gorbatchev et nos munichois défaitistes (de LE PEN à MARCHAIS et de CHEVENEMENT à WAECHTER) a permis de maintenir le cap à chaque moment décisif et d'obtenir le résultat final que l'on sait.

Que les masses arabes pleurent SADDAM HUSSEIN est assez affligeant. Rassurons-nous : elles sont versatiles et le tyran sera bientôt oublié.

Une chose est sûre. Israël, qui avait empiété en Cisjordanie et au Golan pour prévenir une invasion terrestre a fait une nouvelle et tragique expérience : celle des scuds tirés à 500 ou 1000 kilomètres de ses frontières. Pour que sa sécurité soit désormais assurée, il faudra bien d'autres garanties et bien d'autres moyens que les «territoires occupés». Ceux-ci ne constituent plus une garantie et ils devraient servir de base de négociation — pour leur partie orientale au moins — avec les Palestiniens.

(suite page 2) 

(suite de la page 1)

Le plus facile a été acquis et le programme pour établir une paix durable et un équilibre entre des gens qui se détestent dans ce secteur explosif du Moyen-Orient va être infiniment plus complexe. Que les Palestiniens aient enfin une patrie sans que les Israéliens soient menacés, que le Liban soit réellement libre, que l'Irak soit gouverné

par une équipe fiable dans un régime démocratique, qu'une harmonie règne entre nations arabes ou non, voilà un programme apparemment simple, qui va soulever pendant les mois à venir des débats passionnés.

Profitons de ce que l'ONU, qui n'est plus bloquée dans son fonctionnement puisse enfin être un lieu de concertation et de décision. Souhaitons qu'elle impose des solutions équitables avec les moyens de les faire

appliquer. Si les trois Grandes Puissances de la coalition et les pays qui s'y sont joints conservent leur cohésion il ne faut pas désespérer d'aboutir à un règlement des problèmes. Après une guerre voulue par un dictateur dangereux trouvons une paix voulue par les Hommes de bonne volonté.

A.F. MERCIER



## DES MASOS MANIPULABLES

Par Georges MESMIN  
député de Paris

Nous comprenons mieux maintenant, à la lumière du comportement des médias dans la guerre du Golfe, comment l'opinion américaine a été mise en conditions par ces mêmes médias pendant le conflit du Viêt-Nam. C'est pourquoi la censure instaurée par les alliés me paraît sage : aucune pudeur, aucun secret militaire ne pourrait empêcher la recherche fiévreuse du scoop qui anime les journalistes.

C'est l'honneur, mais aussi la faiblesse, des peuples civilisés de ne pas aimer la guerre. La presse et la télévision paraissent se plaire à exacerber ce sentiment à toute occasion. Si bien qu'il ne paraît pas exagéré, pour une bonne partie d'entre elles, de parler de défaitisme systématique, sous ses deux formes : dénigrement du camp allié et valorisation de l'adversaire.

Le dénigrement du camp allié, en particulier des Américains, prend de nombreuses formes. Le doute systématique sur les buts poursuivis, qui ne peuvent être que basement intéressés (le pétrole et non pas le respect du droit des peuples). La mise en doute de l'importance des résultats militaires obtenus en un mois : la maîtrise totale du ciel, la destruction totale de la flotte irakienne, la destruction des installations nucléaires ou chimiques, des centres de communication, des ponts

et des nœuds de communication, tout ceci ne serait presque rien puisque l'armée irakienne enterrée (et qui, elle aussi, a déjà subi de lourds bombardements) n'a pas encore été délogée. L'ironie pesante au sujet des premiers communiqués, certes un peu trop optimistes, et de la manière dont les informations venues des satellites ont été quelque peu déjouées par les fameux «leurres» irakiens. La diffusion complaisante des images des victimes civiles envoyées par l'Irak qui entretient cette horreur de la guerre et ce sentiment de culpabilité, que les Arabes, eux, n'ont aucunement à l'égard des victimes civiles israéliennes ou koweïtiennes.

La valorisation de l'adversaire est non moins flagrante. On minimise puis on passe progressivement sous silence ses nombreux crimes anciens (gazage des Kurdes) ou même récents (les milliers d'otages, les prisonniers transformés en boucliers vivants, le martyr du Koweït, les Scuds, la marée noire catastrophique dont on ne parle déjà plus).. On lui prête des qualités de stratège (il avait tout prévu ?) ou de caractère (son calme olympien), alors qu'il s'agit d'un paranoïaque dont les «intuitions» ont déjà été plusieurs fois démenties. On exagère ses capacités techniques (les bombes chimiques sur Israël annoncées par l'AFP), on affole l'opinion en

prévoyant qu'il peut déclencher l'apocalypse (la guerre chimique, voire nucléaire). On lui prête des soutiens (les musulmans de France) et des possibilités d'action (le terrorisme généralisé) qui ne se sont toujours pas sérieusement manifestés. On donne largement la parole à ses employés (l'ambassadeur), à ses fans (Yasser Arafat), à ses compagnons de route (Mgr Gaillot est-il vraiment le meilleur porte-parole de l'Eglise ?).

Il faudrait s'interroger sur cette fascination exercée par un dictateur criminel, particulièrement dangereux, sur nos opinions publiques. Qu'il y ait tant de gens à lui trouver tant d'excuses, serait-ce le signe que les Français ne sont que des «masos» manipulables ?

Publié dans "L'Avenir de Paris 16e"

### AMIS DÉCÉDÉS

Madeleine ANGIBAUT .....Saumur  
Maurice CASSEZ .....Béthune  
Mme DRAGON .....Rouen  
Roger JULIEN..... Nant d'Aveyron  
Lucienne FRANÇOIS ..... Paris 15<sup>e</sup>  
Maurice GALÉA ... La Charité s/Loire  
Jean MÉGRET .....Paris  
Madeleine MÉNAGER Neuilly s/Seine  
Georges NIOBEY ..... Paris 15<sup>e</sup>  
Simone ROLLIN.....La Grande Motte

---

## **IL FAUT PROFITER DU SUCCÈS OBTENU DANS LE GOLFE POUR EN OBTENIR D'AUTRES**

---

Comme nous l'avons déjà souligné dans notre petit journal, l'action entreprise dans le Golfe sous l'égide de l'O.N.U. n'était pas dirigée contre le Monde Arabe mais contre un dictateur qui violait les principes mêmes sur lesquels est fondée l'O.N.U.

Pour que cette preuve soit plus éclatante il importe, maintenant que le succès est acquis, qu'une autre action soit entreprise dans une Région tout à fait étrangère au Monde Arabe.

Il nous semble que l'Angola serait un bon choix pour agir. Nous avons déjà relaté dans ce journal le grand succès obtenu par l'O.N.U. en Namibie, région voisine de l'Angola.

Pourquoi ne pas exiger du dictateur angolais que des élections soient organisées dans ce pays sous le contrôle des casques bleus ? Ainsi pourrait prendre fin la terrible guerre civile qui sévit dans ce pays depuis des dizaines d'années.

Les moyens de pression sur le tyran Dos Santos ne manquent pas, de la part des Etats-Unis et de l'Afrique du Sud, mais aussi d'autres Etats africains.

La France s'honorerait en faisant des propositions dans ce sens et elle pourrait y joindre des propositions analogues concernant des pays qui lui tiennent particulièrement à cœur : le Vietnam, le Cambodge et le Laos, dont beaucoup de familles sont venues se réfugier en France.

Plutôt que de s'enfuir sur de petits bateaux, pourquoi les habitants de ces pays ne pourraient-ils pas choisir librement leurs représentants comme ceux d'Europe de l'Est ?

De toutes ses forces la France doit agir pour que de telles élections soient organisées.

Et le changement qui interviendrait dans ces pays serait de grande conséquence dans toute l'Asie.

Jean COVILLE

## **LA VICTOIRE DANS LE GOLFE C'EST BIEN MAINTENANT IL FAUT ÉTABLIR LA PAIX DANS TOUTE LA RÉGION**

Dans notre petit journal nous avons beaucoup parlé du Proche Orient. Pourquoi ne pas nous réjouir des perspectives ouvertes par la victoire acquise plus rapidement que prévu sur le tyran irakien ?

Pour y parvenir il faut une volonté ferme et dynamique d'entente et de coopération entre l'Occident et le Monde Arabe.

Si, contrairement à ce qui s'est passé depuis des dizaines d'années, le Monde Arabe accepte sincèrement l'existence d'Israël une solution profitable pour tous sera certainement trouvée.

De même qu'Anouar El Sadate avait obtenu d'Israël le don du Sinaï, c'est à dire de la part d'Israël un immense sacrifice historique et religieux et le cadeau d'une région riche en pétrole, de même Arafat ou tout autre responsable palestinien obtiendrait certainement de grands avantages s'il acceptait une alliance avec le peuple d'Israël, qui est de très loin le plus évolué de tous les peuples de la Région.

Les territoires soit-disant «occupés», qui sont des territoires «réoccupés» puisqu'Israël en avait été chassé par la féroce attaque arabe de 1947, pourraient devenir le lieu privilégié d'entente et de coopération entre Israël et le Monde Arabe.

Et un tel accord pourrait devenir l'amorce d'un accord plus large englobant l'ensemble de la Région.

Comment oublier le rôle historique très ancien qu'y a joué la France ? Comment oublier son rôle particulier au Liban ? Pour des raisons d'honneur nous ne pouvons pas laisser les Libanais être asservis par les Syriens.

A l'issue de la première guerre mondiale la France était «mandataire» au Liban et le Général Gouraud, l'un des héros de cette guerre, y exerçait son bénéfique arbitrage.

Nous ne pouvons pas l'oublier si peu d'années après.

Jean COVILLE

## **LES PALESTINIENS ONT MANQUÉ LE COCHE**

Toutes ces dernières années, l'O.L.P. tenait principalement ses ressources des deux pays arabes les plus riches, l'ARABIE SEoudite et le Koweït. L'invasion du 3 août n'a cependant pas soulevé les protestations palestiniennes et YASSER ARAFAT a pris délibérément parti pour l'envahisseur, alertant à son profit l'opinion publique islamique.

L'annexion du Koweït par l'IRAK a fait cependant l'objet d'une condamnation de l'O.N.U. qui a organisé une coalition de vingt neuf pays pour faire respecter ses résolutions. Le respect des décisions de l'O.N.U. qui avait reconnu l'OLP comme Etat indépendant, n'est-ce pas le fondement même des revendications de l'O.L.P. à l'encontre d'ISRAEL ? Eh bien, cette fois, les PALESTINIENS ont été contre, et n'ont pas rejoint la coalition.

Maintenant que les choses rentrent dans l'ordre, comprennent-ils leur bêtise ?

S'ils avaient été fidèles à leurs bailleurs de fonds, ils auraient condamné l'invasion du Koweït. S'ils avaient été logiques avec leurs revendications, ils se seraient battus pour le respect des résolutions de l'O.N.U.. Alors, aujourd'hui, avec quelle autorité pourraient-ils exiger les mêmes sanctions à l'égard d'ISRAEL ?

Grace à YASSER ARAFAT, à la fois ingrats et illogiques, ils ont perdu la face.

B. CHAUTARD

# S O C I A L I S T E S E T C O M M U N I S T E S

Malgré l'écroulement du Communisme en Europe de l'est et la connaissance très ancienne de ses échecs et de son mépris de l'homme, l'alliance des socialistes et des communistes se poursuit en France, comme si de rien n'était.

Est-ce une nécessité électorale ou une tradition en quelque sorte historique. Les deux sans doute.

Si les communistes ont perdu des voix, celles qui subsistent sont assurément très utiles aux socialistes pour conserver ou acquérir certaines positions électorales.

Mais la tradition historique existe également. La formule «pas d'ennemis à gauche» a pour objectif d'unir tous ceux qui veulent réduire les inégalités sociales.

C'est une tradition qui, en France, remonte au début du siècle. Même l'établissement d'une «dictature du prolétariat», supprimant les droits de l'homme et les libertés fondamentales, n'était pas parvenu à la détruire.

Bien entendu les livres de Soljenitsine et d'autres, exposant les horreurs du stalinisme, avaient sensiblement réduit ce rassemblement d'hommes généreux, mais il avait subsisté.

Tout au long de la 4ème République, des alliances différentes s'esquissèrent parfois, notamment entre les socialistes et le M.R.P., mais le plus souvent l'alliance entre les socialistes et les communistes fut maintenue.

Sous la 5ème République la situation parut évoluer. Une tentative d'alliance entre les socialistes et le nouveau Centre Démocrate, successeur du M.R.P., parut prendre forme sous l'impulsion de Gaston Defferre, mais elle échoua très vite.

Puis une seconde tentative sembla promise à un avenir plus solide. Ce fut le «Mouvement Réformateur».

J'en ai déjà rendu compte il y a plusieurs années dans ce petit journal, mais peut-être est-il bon de le rappeler dans la période actuelle, où les faux-semblants semblent l'emporter sur les idées claires.

J'ai activement participé à cette tentative aux côtés de Pierre Abelin. Le siège du Mouvement Réformateur était d'ailleurs celui de l'ancienne Fédération de la Seine du M.R.P. 21 rue St Augustin.

De 1969 à 1971 des représentants du Centre Démocrate, du Parti Radical et du Parti Socialiste et des personnalités diverses ont beaucoup travaillé ensemble et présenté des propositions précises.

J'ai gardé le meilleur souvenir de ma collaboration avec Paul Alduy, maire socialiste de Perpignan, Michel Albert, ancien Haut Commissaire au Plan et Louis Périllier, ancien Résident Général de France en Tunisie.

Qu'en est-il résulté ? Cette tentative a été torpillée au Congrès d'Epinay, notamment par les soins de François Mitterrand Il ne faut pas l'oublier.

De nouveau les socialistes ont manifesté avec éclat qu'ils préféraient l'alliance avec les partisans de la «dictature du prolétariat» et qu'ils n'étaient nullement disposés à rompre avec les communistes de ce pays, bien que ceux-ci se soient particulièrement distingués par un soutien sans faille aux pires régimes d'Europe de l'Est, ceux d'Honecker et de Ceausescu.

Seule une minorité de socialistes n'a pas accepté un tel choix, notamment ceux qui avaient participé au Mouvement Réformateur. Ils ont fondé le parti social démocrate, qui est affilié à l'U.D.F.

Ils méritent qu'il leur soit rendu hommage et ils peuvent utilement manifester, à côté des démocrates-chrétiens du C.D.S., l'objectif social qui est le leur.

Une économie performante, qui est totalement exclue dans un régime communiste et qui résulte naturellement d'un régime libéral, ne s'oppose nullement à une meilleure répartition des biens et à un effort de l'Etat et des collectivités publiques pour venir en aide aux moins favorisés.

J'en ai donné un exemple dans le dernier numéro du «M.R.P. vous parle», sous le titre : «Toi qu'as tu fait pour les sans-toit».

Puissent les partis de droite et du Centre s'unir et non se quereller et présenter aux Français des propositions d'avenir, comme l'étaient celles du «Mouvement Réformateur».

Alors ils obtiendront la confiance du Pays.

Jean COVILLE



# LA GLOIRE DES NATIONS OU LA FIN DE L'EMPIRE SOVIÉTIQUE

par Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE de l'Académie Française

La réaction de GORBATCHEV à la lutte des PAYS BALTES pour leur indépendance n'est pas sans décevoir profondément les Européens. Ils avaient salué avec émerveillement la libération des Etats satellites du Pacte de Varsovie, la POLOGNE d'abord, la HONGRIE et la TCHÉCOSLOVAQUIE ensuite, puis la R.D.A. et enfin la ROUMANIE et la BULGARIE. Alors, pourquoi pas les PAYS BALTES que le pacte RIBBENTROP du 23 août 1939 avait, en violation de tout droit des peuples, annexés à l'URSS ?

Le dernier livre de notre nouvelle académicienne, Mme Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, «LA GLOIRE DES NATIONS OU LA FIN DE L'EMPIRE SOVIÉTIQUE» apporte à cette sombre péripétie un éclairage nouveau en replongeant les faits dans le climat politique soviétique.

Tout au long de ses quatre cents pages, ce livre, un peu touffu peut-être, mais passionnant, détaille, république par république, comment a été véritablement saccagé l'ancien empire de PIERRE LE GRAND. Quarante langues y sont parlées, ce qui révèle la présence de quarante ethnies, brassées à plaisir pendant plus de soixante ans, avec des peuples entiers déplacés par millions d'individus, dans le cadre de quinze républiques dites souveraines, truffées de vingt républiques dites «autonomes», sans compter sept régions et de nombreux districts, qualifiés aussi autonomes. Pour briser d'avance leurs velléités d'action, les ethnies sont divisées entre deux ou trois républiques, ce qui est le cas, par exemple, des Arméniens. Le tout est placé sous la houlette, jalouse de sa suprématie, de la République de RUSSIE qui représente la moitié de la population totale de l'URSS, et qui, dans chaque république, nourrit un noyau dur de quelques millions de Russes influents. Ainsi s'établit un véritable empire avec la RUSSIE comme métropole et les républiques périphériques comme colonies.

Madame CARRÈRE D'ENCAUSSE décrit avec minutie les conflits inter-ethniques inévitables et constants dans cet immense imbroglio, rivalités de langues, querelles d'influence, oppositions de religions et de races, corruption généralisée, engendrée principalement par la «nomenclatura», qu'elle appelle «maffiacratie».

Tout cela a marché tant bien que mal pendant soixante cinq ans sous le régime de la terreur imposé par le parti unique puissamment épaulé par le G.P.U. devenu K.G.B.

En 1985 GORBATCHEV arrive au pouvoir, ayant formé le rêve d'une URSS vraiment unie avec une seule langue et un pouvoir centralisé, rêve qu'il espère réaliser dans l'euphorie générale. A cet effet il apporte la «pérestroïka» et la «glasnost», c'est à dire la libération de la vie politique et la fin de la désinformation.

Pendant deux ans les réactions ont été prudentes, mais dans chaque république se sont constituées d'abord des «fronts populaires», groupements d'études ayant pour mission d'établir la liste des revendications à présenter. Puis, le pluralisme étant désormais autorisé, des partis se constituent un peu partout et, à l'occasion des élections locales ou nationales, le parti communiste est rapidement apparu profondément laminé.

Mais à partir de 1989 les ethnies ont pleinement pris conscience de leur puissance et les rivalités entre elles ont brutalement dégénéré en conflits armés faisant de nombreuses victimes. Les revendications à l'égard du pouvoir central se matérialisent tandis que le déclin démographique de la République de RUSSIE marque une perte de son influence économique. Dans les programmes des «fronts populaires» et des nouveaux partis politiques des républiques périphériques on trouve ainsi trois points communs : le départ des Russes, l'exclusion des minorités et enfin l'indépendance.

Nous nous trouvons donc aujourd'hui à l'opposé des buts recherchés par M. GORBATCHEV et au lieu d'une NATION RUSSE forte et unie on assiste à la contestation de l'autorité centrale et à une véritable anarchie, parfois sanglante, au sein des Républiques périphériques.

Dans cette évolution essentiellement contagieuse les PAYS BALTES ont une place de pionniers, de précurseurs en quelque sorte. Leur combat pour l'indépendance est observé avec la sympathie que l'on devine par les autres républiques périphériques, notamment celles du CAUCASE et de l'ASIE centrale.

Quelle position, dans ce contexte, peut donc être prise par M. GORBATCHEV devenu malgré tout Président de l'UNION avec des pouvoirs - théoriques - très étendus ? Il devrait, semble-t-il, être tenté de poursuivre sa politique libératrice des Etats satellites qui lui a valu le prix NOBEL de la Paix; mais en accordant l'indépendance demandée par les ETATS BALTES il ouvre la porte aux revendications similaires des autres républiques de l'URSS et crée ainsi un précédent qui condamne l'Empire.

Bon gré, mal gré, il lui faut donc mener une lutte d'arrière garde pour retarder l'effondrement général car il ne semble pas que l'armée soit très disposée à jouer le rôle de gendarme de l'UNION SOVIÉTIQUE. Et d'ailleurs l'emploi de la force ne lui ferait-il pas perdre la face sur le plan international ?

Pour Madame CARRÈRE D'ENCAUSSE les jeux sont faits : c'est pour elle le temps de la «GLOIRE DES NATIONS» et pour elle «la révolution des nations scelle le tombeau du communisme» et le seul problème qui reste est celui de savoir si le triomphe des nations est porteur de démocratie.

Bertrand CHAUTARD

# COURRIER DES LECTEURS

## LES ORIGINES DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE

*Nous publions ci-après une longue lettre de nos amis Robert Bichet, Gaston Charnay et Jean Dannenmuller à Jean Coville, lettre qui apporte un complément d'éclairage sur les origines de la construction Européenne.*

\* \* \* \* \*

Paris le 30 janvier 1991

Cher Jean Coville,

Nous lisons avec intérêt «le M.R.P. vous parle»

Vous en êtes la cheville ouvrière. Votre ambition, semble-t-il, est d'une part de maintenir un lien entre les militants d'autrefois et les hommes qui furent leurs leaders, et d'autre part de rappeler leurs efforts dans la reconstruction du pays au cours des années qui suivirent la Libération.

Dans votre dernier numéro vous reproduisez «l'acte de naissance du M.R.P.» «fondé dans la Résistance» par des «hommes clairvoyants, courageux et honnêtes» qui furent «à l'avant garde dans la bataille». Vous avez choisi d'en citer trois qui restent, en effet, nos symboles : Georges Bidault qui après avoir fait les deux guerres et avoir été gardé prisonnier de guerre pendant une année, fut élu président du Conseil National de la Résistance; François de Menthon qui fut l'un des quatre fondateurs du C.G.E. avant d'être appelé par de Gaulle à Alger pour y remplir les fonctions, écrasantes à l'époque, de ministre de la Justice; et enfin Pierre-Henri Teitgen qui fut au C.G.E. l'un des organisateurs de la Libération.

Hélas ! cher Jean Coville, dans le même numéro du «M.R.P. vous parle» vous commettez, sous votre signature, non point des oublis mais, ce qui nous paraît plus gênant, quelques erreurs qui justifient nos observations.

Ces accroc à l'histoire nous paraissent exiger la présente mise au point que, nous en sommes persuadés, vous publierez dans votre prochain numéro.

Nous sommes certains, d'ailleurs, que le directeur de la publication, Robert Prigent, dont le nom aurait pu être cité avec ceux de Bidault, Teitgen et de Menthon puisque, comme ce dernier, il a rejoint de Gaulle à Alger, n'opposera aucune objection à notre requête.

Vous écrivez donc,  
Cher Jean Coville,  
«Quant à Robert Schuman, comment oublier que c'est lui qui a ouvert les portes de l'avenir en tendant la main à Konrad Adenauer et en lui proposant de renoncer définitivement aux guerres franco-allemandes et de construire ensemble une Europe communautaire.

*Alcide de Gaspéri s'étant associé à cette démarche, ce sont trois démocrates-chrétiens qui ont provoqué l'événement le plus considérable de notre époque, événement dont les conséquences se poursuivent actuellement avec les transformations en cours en Europe de l'Est.»*

C'est inexact.

Une chronologie peut éclairer le débat, la voici :

Le 21 mars 1948, Georges Bidault, ministre des Affaires Etrangères, rencontre Conrad Adenauer à Genève en compagnie de Barthélémy Ott, ancien sénateur de la Loire, qui, agrégé d'allemand, fait office d'interprète.

C'est la première rencontre de Georges Bidault avec Conrad Adenauer qui n'était pas encore chancelier.

D'autre part à maintes reprises depuis la Libération. Georges Bidault et Alcide de Gaspéri s'étaient rencontrés et estimés. Bidault avait beaucoup aidé de Gaspéri lors de la discussion du traité de paix italien, notamment pour que le territoire de Trieste revienne à l'Italie et non à Tito. Ensemble, plus tard, ils avaient proposé et conclu une union douanière qui fut la première étape de l'Europe unie.

Leur projet était d'aller plus loin, c'est-à-dire de forger, en attendant que l'Allemagne redevint libre, un bloc latin

de l'Europe du sud et de l'ouest qui pourrait contrebalancer, le moment venu, le poids que l'Europe germanique ne manquerait pas de peser tôt ou tard.

Il est donc inexact d'affirmer que c'est Robert Schuman qui, le premier a «tendu la main» à Adenauer. Bidault l'avait fait avant lui. La date que nous rappelons ci-dessus le montre.

Mais continuons notre chronologie. Deux mois après la première rencontre Bidault-Adenauer à Genève (mars 1948), on en voyait naître le fruit. La conférence de Londres du 1<sup>er</sup> juin 1948, publiait des recommandations que Bidault faisait adopter le 6 juin (non sans mal) par l'Assemblée Nationale. L'objet de ces recommandations était d'admettre l'Allemagne à faire partie de l'OECE (Organisation Européenne de Coopération Economique) et de l'appeler à se constituer en Etat souverain.» C'en est fini notera Pierre-Henri Teitgen dans ses mémoires (faites entrer le témoin suivant, page 296) du rêve gaullien de la balkanisation de l'Allemagne.

Le 19 juin 1948, Georges Bidault, ministre des Affaires Etrangères, propose à La Haye, la création entre les six pays (France, Italie, Benelux et Allemagne) d'une union économique et douanière ainsi que celle d'une assemblée européenne.

Le 10 juin 1949, George Bidault qui vient d'être élu président du M.R.P. rencontre, une deuxième fois, à Genève, Adenauer au moment où l'Allemagne fédérale adopte sa constitution et où Adenauer devient chancelier (malgré les Anglais et à une seule voix de majorité). Robert Bichet, présent à cette réunion, en raconte l'essentiel dans son livre: «La Démocratie chrétienne en France : Le M.R.P.»

En août 1949, s'ouvre à Strasbourg la première session du Conseil de l'Europe (l'assemblée européenne proposée le 19 juin 1948, à La Haye par Georges Bidault).

Onze mois plus tard, le vendredi 4 mai 1950, Jean Monnet fait parvenir à Vincent Auriol, président de la République et à Georges Bidault, président  
(suite page 7)

(suite de la page 6)

du Conseil, une lettre proposant la création d'une communauté européenne du charbon et de l'acier.

L'affaire est de taille. Il s'agit pour la première fois, de créer une autorité supranationale. Cela doit être réfléchi. Jean Monnet s'impatiente.

Le lundi 7 mai, il fait parvenir à Robert Schuman ministre des Affaires Etrangères, une copie de sa lettre à Auriol et à Bidault. (Il avait jusqu'alors négligé Robert Schuman dont il se méfiait car lorsqu'il était commissaire au Plan, il n'avait pas obtenu de Robert Schuman, ministre des Finances, tous les crédits qu'il souhaitait recevoir.

Dans la même journée du 7 mai 1950, Georges Bidault, président du Conseil, décide d'inscrire le projet de Jean Monnet à l'ordre du jour du conseil des ministres du mercredi 9 mai.

Georges Bidault soutient le projet Monnet et fait face à l'opposition de quelques ministres, notamment de Jules Moch, ministre de l'Intérieur, et de Claudius Petit qui, maire de Firminy, croit défendre les mineurs de la Loire, département dont il a été élu député sur la liste de Georges Bidault, en troisième position derrière Antoine Pinay.

Au début de l'après-midi du même jour, Robert Schuman convoque une conférence de presse. Il y lit la lettre de Jean Monnet. Il n'en change pas un seul mot sauf la signature. Il remplace celle de Jean Monnet par la sienne !. Cette déclaration du Gouvernement devient le «Plan Schuman».

Dans son premier livre «D'une Résistance à l'autre» rédigé, comme le second, en exil au Brésil, Georges Bidault écrit (page 182) : «La discussion au gouvernement ne fut en rien aisée et, contrairement à ce que l'on prétend aujourd'hui, le projet n'aurait pas abouti si je n'avais tranché en sa faveur. Je me félicite d'avoir donné un coup de main au «Père de l'Europe» qui peut ainsi mériter son surnom. Si l'on veut se rendre compte d'une manière concrète des difficultés rencontrées, il suffit de se rappeler que le Plan Schuman adopté par mon gouvernement le 9 mai 1950 n'a été ratifié par l'Assemblée Nationale que le 13 décembre 1951».

Dans les pages précédentes (page 180), Georges Bidault écrit :

*«Robert Schuman avait derrière lui un long passé parlementaire dans les rangs modérés. Laborieux, cultivé, conciliant, tenace, il jouissait depuis longtemps de l'estime générale et avait été dans l'entre-deux guerres l'interprète respecté et, en somme, le législateur des problèmes particuliers aux trois départements recouverts d'Alsace et de Lorraine... Elu à la première Assemblée Constituante en 1945 en tête d'une liste républicaine et démocratique qui groupait des hommes de plusieurs tendance, Robert Schuman s'inscrivit au M.R.P., devint président de la Commission des Finances puis ministre des Finances dans mon premier gouvernement. Ce n'était pas un homme de parti... Il se définit lui-même comme «catholique mosellan»... Je souhaite parler du Plan Schuman avec la considération et l'amitié que mérite son signataire».*

Dans «Le Point», l'autre ouvrage qu'il écrivit au Brésil (publié en 1968, Table Ronde), Georges Bidault rappelle qu'au cours de son exil, un visiteur lui a posé cette question : «Est-ce que vous ne seriez pas le grand-père de l'Europe ?». Il y répond (page 163) d'abord avec une pointe d'humour, puis en rappelant les faits d'une manière cursive et nette :

*«Si vous voulez bien, je préférerais ne pas être appelé le grand-père de l'Europe, parce que cela ferait de moi le père de Robert Schuman, de Conrad Adenauer, de Jean Monnet et d'Alcide de Gasperi, qui sont ou étaient tous largement mes aînés. Je ne suis pas jaloux de ce que Robert Schuman soit plus souvent cité que moi. Sa vie a été moins aventureuse. Son patronage est moins compromettant, et d'ailleurs l'importance de son rôle n'est pas discutable. Comme, aux origines, lors de l'adoption du plan charbon-acier, j'étais chef du gouvernement et il m'a fallu mettre en œuvre l'autorité de ma fonction pour obtenir l'adhésion du Conseil des ministres, en 1950. Sans trancher pour la paternité entre Robert Schuman et feu Monnet, je me contenterai, modestement, d'être quelque chose comme l'oncle de l'Europe».*

*J'ai aidé Alcide de Gasperi dès 1946 à la Conférence de la Paix du Luxembourg. J'ai aidé Adenauer dès 1948 à*

propos de la trizone et, dans les deux cas, il a fallu surmonter l'incompréhension et l'hostilité, ou si vous préférez, l'immobilisme de nombreux Français, dont les gaullistes. Je suis resté l'ami d'Alcide de Gasperi jusqu'à sa mort, et celui d'Adenauer jusqu'à mon arrestation en Allemagne. Mais ce n'est pas le lieu sans doute de raconter des anecdotes. J'ai déjà écrit l'essentiel dans mon livre D'une résistance à l'autre. L'important est de mentionner que je persiste exactement dans la même volonté».

A la page suivante, Georges Bidault constate :

*«Puisqu'on ne pouvait pas faire l'Europe de la Géographie en raison de l'hostilité Soviétique, (souvenez-vous cher Jean Coville que Moscou avait interdit à ses voisins de profiter du plan Marshall) j'ai essayé, poursuit Georges Bidault, dès les premières années de l'après-guerre, de faire l'Europe de la Liberté... Il s'est trouvé que l'Angleterre n'a pas vu l'intérêt de la chose... Dès lors, nous avons voulu faire l'Europe du consentement. Nous nous sommes six parce que nous n'avions pas été sept à l'accepter».*

Il convient de se souvenir que Robert Schuman n'a vraiment commencé sa carrière gouvernementale qu'en 1946, quand Georges Bidault en a fait le ministre des Finances de son premier gouvernement.

Voilà, cher Jean Coville, la mise au point que nous souhaitons vous voir publier dans le prochain numéro du «M.R.P. vous parle».

Notre intention n'est pas de réveiller des polémiques mais de contribuer à maintenir l'amitié fraternelle que «le M.R.P. vous parle» s'est donné la mission «sacré» d'entretenir entre nous.

Tous nos camarades ont fait leur devoir. Georges Bidault comme Robert Schuman et ce dernier comme Georges Bidault. Restons fiers de tous.

En vous remerciant, cher Jean Coville, nous vous renouvelons l'assurance de notre fidélité aux causes que nous avons défendues ensemble et à la mémoire des hommes qui les ont incarnées.

(suite page 8)

(suite de la page 7)

Robert BICHET  
Premier secrétaire général du M.R.P.  
(1944-1946)  
Député de Seine et Oise (1945-1958)  
Membre du premier gouvernement de  
Georges Bidault (1946)  
Président fondateur puis secrétaire général  
des Nouvelles Equipes Internationales  
(Union internationale des Démocrates  
chrétiens)

★

Gaston CHARNAY  
Secrétaire (dans la clandestinité) du  
président du C.N.R., Georges Bidault  
(1942-1944) membre des cabinets ministériels  
de Georges Bidault  
membre du Cabinet de Jules Catoire,  
ministre de la Santé  
membre du cabinet de Pierre Schneider,  
président de l'Assemblée Nationale  
Conseiller de l'Union française.

★

Jean DANNENMULLER  
journaliste à «l'aube» (1935-1940)  
(1945-1951)  
Agent de liaison du CGE puis du président  
du CNR (1943-1944)  
Dachau (1944-1945)

*Lettre de Madame BOUCHARD  
à Jean Coville*

Cher Monsieur,  
Veuillez me pardonner d'avoir tant  
tardé à vous remercier de l'envoi des  
bulletins du M.R.P. et de vos articles  
sur l'Indochine.

Que ce soit sur le problème israélien,  
sur le concept de confier des tâches  
d'intérêt public (débroussaillage) à des  
condamnés de droit commun ou à des  
chômeurs, sur l'insécurité des grandes  
villes et la saleté de Paris etc... je n'ai  
pu que me trouver en plein accord  
avec vous et souscrire au parallèle  
que vous faites entre la décadence des  
Grecs et des Romains et la nôtre.

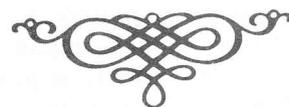
L'idée d'employer les chômeurs à  
des tâches utiles au lieu de les payer à  
ne rien faire est l'un de mes «dadas».  
Je ne supporte plus cette mentalité  
«d'assistés», qui se développe grâce au  
laxisme général et aux politiques clienté-  
listes.

Par ailleurs j'ajouterai que nos  
«Elus» ont oublié deux théorèmes :  
1°) l'Etat c'est nous : du balayeur au  
manager;  
2°) les «Elus» sont les serviteurs de  
l'Etat lors même qu'ils s'en servent (de  
nous) pour satisfaire leur boulimie de  
pouvoir.

Enfin la gestion du Bien public  
aurait beaucoup à apprendre de la ges-  
tion du panier de la ménagère.

Grâce à la lecture que vous m'avez  
obligeamment envoyée j'ai pu me ren-  
dre compte que je n'étais pas le seul  
«Don Quichotte» et c'est réconfortant.  
Merci mille fois.

Micheline BOUCHARD



## DANS CHAQUE VILLE DE FRANCE AU COIN DE LA RUE.....

*Sous ce titre nous avons publié dans notre dernier numéro un article dans lequel une omission s'est produite.*

*Il fallait lire :*

- rue **MARC-SANGNIER** (1873-1950) créateur du «Sillon» (1894)
- rue **ROBERT-SCHUMAN** (1886-1963) président d'honneur du M.R.P. initiateur de la réconciliation franco-allemande, auteur du premier plan de Communauté européenne (1950)
- rue **GEORGES-BIDAULT** (1899-1983), président du C.N.R. (1943-1944) fondateur du M.R.P. (1944)
- rue **ROBERT-BURON** (1910-1973) homme d'Etat et mondialiste
- rue **EDMOND-MICHELET** (1899-1970), homme d'Etat franciscain, rescapé de Dachau (1944-1945).

# «AU-DELA DE TOUTES LES FRONTIÈRES»

Livre de Pierre Sudreau

(Éditions Odile Jacob)



Tout à tour grand résistant et déporté à 24 ans et rescapé de Buchenwald, ayant assumé après guerre successivement de hautes responsabilités administratives et politiques, de 1945 à 1989 - directeur au Ministère de l'Intérieur (S.D.E.C.) à 27 ans, préfet du Loiret, ministre dès juin 1958 du Général, député-maire de Blois, président de la région centre -, le parcours personnel et public de Pierre Sudreau témoigne du souci d'ouverture exemplaire et de hauteur d'esprit qui honore la vie publique tant discréditée par le personnel politique de nos jours.

A l'heure où partout s'effondrent nos vieux clichés séculaires en France, en Europe et ailleurs mais où renaissent les vieilles haines, les vieilles peurs, les vieux nationalismes, Pierre Sudreau entend définir une nouvelle morale de l'humanité, mêlant avec bonheur au fil de 367 pages, récit historique, réflexion politique et méditation accumulés au long d'une expérience exceptionnelle, douloureusement vécue à 25 ans dans les camps de concentration.

Encouragé dès 1977 par les conseils des regrettés Pierre Vianson-Ponté et Henri Noguères, invoquant le patronnage de deux hommes paradoxalement opposés, le général de Gaulle et Antoine de Saint-Exupéry, ami d'adolescence du jeunôt Sudreau, l'auteur trace sereinement la triple frontière :

- les **frontières françaises** : oubliant les leçons de la guerre, les Français sont plus que jamais divisés, usant leurs forces contre eux-mêmes, alors que l'Histoire s'accélère,

- les **frontières de l'Homme** : oubliant la leçon des camps, la férocité humaine n'a plus de limites. Faible, craintif devant la mort, l'homme l'utilise pour dominer. Il asservit la matière mais il reste prisonnier de lui-même.

- les **frontières routinières** : pour sauvegarder l'avenir, il faut au contraire, en s'appuyant sur une organisation mondiale efficace et respectée, affronter les graves problèmes du «troisième millénaire», face à une planète rétrécie, surpeuplée, en proie aux nationalismes ; tendre au dépassement de l'animalité ; promouvoir une prospection planétaire, au-delà des Etats.

Ni manuel dogmatique, ni «mémoires», exercice facilement égocentrique, cet ouvrage, d'une formule inhabituelle, fourmille d'anecdotes, de faits vécus, de noms célèbres ou inconnus, de visages familiers aux hommes politiques et observateurs d'une génération quasi sacrifiée.

Ainsi, Pierre Sudreau évoque-t-il ses étranges rencontres clandestines, à l'été 1943, avec Georges Bidault, nouveau Président du C.N.R.,... dans des bistrots plus ou moins malfamés, à Pigalle, venant seul et sans protection.

On appréciera particulièrement le chapitre «Mon général, chef d'Etat», relevant les côtés malicieux, spontanés ou réfléchis du personnage historique, son sens de l'ironie manifesté en 1958 tour à tour avec Malraux puis Churchill dont la Croix de la Libération «au moins, ne sera pas lourde à porter».

Ou encore quelques traits inattendus sur le «de Gaulle non officiel» («A mon âge, le temps ne se projette pas. Il se compte». Ou bien, s'adressant à ses ministres : «Après que vous aurez disparus, votre nom restera dans les rues».

On lit avec émotion la lettre courageuse et inédite de démission adressée le 25 septembre 1962 et bouleversante de sincérité, par laquelle le ministre analyse les raisons profondes de son désaccord grave avec le Général, sur le projet de réforme constitutionnelle pour instaurer l'élection du Pré-

sident de la République au suffrage universel. L'histoire jugera...

A relire aussi les propos prémonitoires publiés dès 1967, dans son premier livre «L'Enchantement» (Éditions Plon) et rappelés ici en annexe, dans lequel Pierre Sudreau, précurseur, évoquait le danger que pouvaient constituer, à l'ère nucléaire, des dictateurs régionaux, notamment au Moyen-Orient, 23 ans avant le coup de force du dictateur irakien.

De nouveau, le 17 octobre 1979, le député du Loiret montait à la tribune de l'Assemblée Nationale pour insister sur le danger politique que constituait la forte concentration des pays producteurs de pétrole au Moyen-Orient : «L'Europe ressemble à Byzance, assiégée dans son confort, ses habitudes et sa routine.» Le Parlement fit la sourde oreille à ses paroles prophétiques : il préférerait discuter du sexe des anges.

## DE LA RÉFORME DE L'ENTREPRISE A L'AMÉNAGEMENT DE LA DÉFENSE

En 1974, à la demande du Président Giscard d'Estaing, l'auteur prépara et signa le célèbre «rapport Sudreau» sur la réforme de l'entreprise («Documentation française»), projet avorté qui resta, hélas ! lettre morte.

Autre document inédit : la note détaillée signée de Jean Foyer, relatant sa lutte opiniâtre pour arracher au Général le décret de commutation de la peine de mort dont le général Jouhaud avait été frappé par le Haut Tribunal militaire, le 9 avril 1962, coup de tonnerre dans les orages algériens, un an après le putsch du «quarteron de généraux», le 22 avril 1961.

(suite page 10)

(suite de la page 9)

Avant d'être le ministre de l'Aménagement du Territoire, Pierre Sudreau fut nommé, en juillet 1955, commissaire à la Construction et à l'Urbanisme de la Région parisienne (premier poste régional). A ce titre, il eut l'idée, dès 1956, du ravalement des façades sales des immeubles parisiens, projet combattu par... les services des Monuments historiques qui furent repris par Malraux, trois ans plus tard.

Tentative de réponse au drame des sans-logis dénoncé avec vigueur le 1er février 1954 par l'Appel historique de l'Abbé Pierre, l'auteur ne semble cependant pas hélas avoir gardé de souvenirs de ses têtes-à-têtes homériques devant la table d'un petit restaurant des Halles, voisin du 32, rue des Bourdonnais, premier siège du «Comité d'Aide aux Sans-Logis».

C'est à Pierre Sudreau aussi que revient l'immense mérite d'avoir mis en route de grands projets comme «l'aménagement de la Défense» (il posa,

en 1955, la première pierre du C.N.I.T., inauguré par le Général, le 1er Juillet 1958) et d'avoir accéléré notablement le percement du RER (coup de pioche initial du chantier au pont de Neuilly avec Robert Buron, le 6 juillet 1961), le «périphérique» à voie rapide l'aéroport de Roissy.

Chapeau, Monsieur Pierre Sudreau.  
Georges VERPRAET



V A L E U R S  
D E S  
L E S  
A N S  
1 5  
-  
2 5

Depuis, moins de trois ans, 67 % des jeunes, entre 18 et 25 ans, disent avoir modifié leur ancrage politique passant des idées proches du P.C. à celles du P.S. pour finir à l'U.D.F. Cette dérive surprendrait si l'on ignorait que 30 % d'entre eux s'estiment être conservateurs. Ils sont prêts à défendre les grandes causes et, cependant, ne s'engagent politiquement que pour 4 % d'entre eux. Cela ressemble beaucoup à un droit de réserve de distance qu'ils s'octroient, face au monde adulte auquel ils cherchent à adhérer, mais crient qu'ils ne se retrouvent dans aucune structure politique pour 20 %.

Ils refusent l'adhésion aux extrêmes (P.C., Front national) au profit du Centre pour 30 % d'entre eux. Ainsi, 50 % de cette génération sont prêts à se révolter contre ce système et se dit en dehors du jeu politique traditionnel. La confiance qu'ils accordent aux politiques n'est que de 15 % mais cela ne reflète-t-il pas un désintérêt général ? En fait, les 15-25 ans ne se dépolitisent pas, ils s'informent énormément avant de choisir, ceci se traduit chez les adultes par un certain désordre, des votes apparemment contradictoires mais ceci traduit en fait une nouvelle forme d'intéressement au monde politique.

Pour la majorité des 15-25 ans. aujourd'hui c'est le retour aux valeurs. Parmi elles, la moralisation du monde politique mais celle aussi de leur vie privée. Enfants de la génération 68, ils recherchent l'amour et y croient pour 56 % d'entre eux. Pour ces jeunes, c'est un sujet trop sérieux avec lequel ils ne badinent plus. 97 % d'entre eux recherchent la sécurité du couple en choisissant le concubinage avant le mariage.

Cette génération s'informe sur tout de plus en plus. Il ne faut pas la laisser passer sans que l'on s'intéresse à ses préoccupations, les manifestations lycéennes le démontrent. Ils traduisent, en somme, une certaine décomposition d'une série de dogmes afin que des évolutions se fassent.

H.M.

*Sondage C.S.A. («L'Événement du Jeudi», 8-14 novembre 1990) auprès de 615 jeunes âgés de 16 à 22 ans.*

*Dossiers : Enquêtes du «Monde», 6 au 10 novembre 1990 (I.N.S.E.E.).*



## § OÙ SONT LES ARCHIVES § D'YVON COUDÉ DU FORESTO § (1897 - 1980)

§ Né le 10 février 1897 à Piedicroce  
§ (Corse)

§ Décédé le 24 janvier 1980 à Niort  
§ (Deux-Sèvres).

§ Ancien élève de l'École supérieure d'élec-  
§ tricité. Ingénieur. Administrateur de  
§ sociétés.

§ Membre du Conseil de la République,  
§ 1946-1948; sénateur des Deux-Sèvres  
§ 1952-1977; sénateur honoraire (MRP).

§ **Sous-Secrétaire d'Etat** à l'Agriculture,  
§ 26 novembre 1947 - 19 juillet 1948;  
§ secrétaire d'Etat au Ravitaillement,  
§ 26 juillet-28 août 1948; secrétaire d'Etat  
§ aux Affaires économiques et au Ravi-  
§ taillement, 5 septembre - 20 novembre  
§ 1948.

§ **Lieu** : Archives départementales des  
§ Deux-Sèvres (dépôt de Mme Yvon Coudé  
§ du Foresto en 1982).

§ **Quatre mètres linéaires.** Correspondance  
§ active et passive, rapports, documents  
§ officiels et papiers divers relatifs à ses  
§ activités : fonctions ministérielles,  
§ 1947-1948, mandat sénatorial, 1946-  
§ 1948 et 1952-1977, fonction de rappor-  
§ teur général de la commission des finan-  
§ ces, 1971-1975. Documents concernant  
§ la vie politique locale, l'énergie électri-  
§ que, l'adduction d'eau et l'industrie de  
§ l'alimentation pour le bétail.

§ **Communication** : avec autorisation écrite  
§ de la déposante.

§ *D'après « Guide des papiers des Minis-  
§ tres et Secrétaires d'Etat ».*

# RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR DE L'AMICALE DU M.R.P.

## 29 JANVIER 1991

Le Comité directeur s'est réuni le 29 janvier 1991, sous la Présidence de Robert Prigent.

Etaient présents : Suzanne BOULAY, Louis BOUR, Jean CAYEUX, Bertrand CHAUTARD, Jean COVILLE, Roger DOBIGNY, Maurice GERARD, Gabrielle JOLY, Gilbert LAUSENT, René LIGER, Louis MICHAUD, René MILTGEN, Pierre NICOLET, Christiane HENRY,

S'étaient excusés : Etienne BORNE, Henriette BOSSELUT, Marcel BOURRINET, Georges COUDRAY, Georges DENIZOT, Patrice-Henry DESAUBLIAUX, Robert LECOURT, André MONTEIL, Pierre CHANTELARD, Jacques POIREL, Louise PONTREMOLI, André-Francis MERCIER.

Le Président Robert PRIGENT donne quelques informations au Comité sur la situation actuelle de l'Amicale

Les statistiques concernant l'année 1990 fournissent les chiffres suivants :

Nombre d'adhérents : 861 sur lesquels 394 seulement ont payé la cotisation 1990. Nombre d'abonnés au bulletin (qui ne sont pas adhérents) : 69 sur lesquels 27 ont payé leur abonnement 1990.

Nombre de personnes recevant **gratuitement** le journal «Le MRP vous parle» : 1565.

Ces chiffres font apparaître la nécessité de procéder, d'une part, à une révision de la liste des adhérents qui ne paient plus leurs cotisations; d'autre part, à une révision des envois gratuits du journal.

En ce qui concerne les adhérents et abonnés au journal, un ultime rappel sera adressé à ceux qui ne se sont pas acquittés de leurs cotisations ou abonnements depuis 1987. Ceux qui n'auront pas régularisé leur situation, à la

suite de ce rappel, seront automatiquement rayés de nos listes.

Quand aux personnes qui reçoivent le journal, à titre gracieux, un tri devra être fait afin de supprimer le service dans tous les cas où aucune raison ne semble le justifier.

Pour réaliser ce travail, l'Amicale dispose, dans un certain nombre de départements, d'un «correspondant» ayant accepté de nous aider à faire connaître l'Amicale aux anciens militants ou sympathisants M.R.P. de leur région qui n'en connaissent pas encore l'existence. Ces amis seront tout indiqués pour nous signaler les noms des personnes auxquelles il convient de maintenir le service du journal et ceux auxquels il est préférable de le supprimer.

Le Président appelle l'attention du Comité sur l'intérêt que présente un certain contrôle des adhésions. Il ne faut pas laisser envahir l'Amicale par des personnes qui n'ont rien à voir avec le M.R.P. et qui pourraient un jour, si elles arrivaient à représenter une majorité, prétendre avoir des droits sur les biens appartenant à l'Association.

Le Comité est mis au courant du travail qui a été fait depuis plusieurs mois, afin de mettre sur pied une sorte d'organisation régionale, devant permettre à l'Amicale de rayonner davantage dans les départements de province, notamment là où le MRP était autrefois bien implanté,

Malheureusement, nos efforts se sont heurtés à la difficulté de trouver des amis auxquels leur âge et leur état de santé permettent d'accepter la responsabilité de lancer cette organisation. Cependant, dans une vingtaine de départements des amis sont prêts à apporter leur aide pour un certain nombre de tâches.

Roger Dobigny propose que l'on convie à un repas d'amitié les adhérents et sympathisants de l'Amicale et, peut-être aussi, des jeunes susceptibles de s'intéresser à une telle rencontre. Le Comité décide d'organiser ce repas à une date comprise entre le 15/09 et 15/10 prochain.

Le Président rappelle que les rapports présentés au colloque sur le «MRP et la construction européenne», qui a eu lieu en janvier 1990, doivent être publiés par les soins de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Jean Coville fait un exposé de la situation financière de l'Amicale. Celle-ci est maintenant propriétaire d'un certain nombre de parts correspondant aux 2 bureaux occupés dans l'immeuble 133 bis rue de l'Université. Après paiement du prix d'acquisition de ces parts, il reste un capital dont le revenu permettra de faire face aux dépenses de fonctionnement de l'Amicale : frais d'édition et d'envoi du journal, frais divers de secrétariat.

Il est porté à la connaissance du Comité que l'Assemblée Générale des adhérents de l'Amicale aura lieu le 26 avril 1991 au Sénat. Chaque adhérent recevra une invitation personnelle.

## PRINCIPES DE L'O.N.U.

Qui doit appliquer les principes de l'O.N.U. et notamment respecter les droits de l'homme ? A l'évidence les Etats membres et en tout premier lieu les membres du Conseil de Sécurité. Est ce le cas pour tous ? Poser la question c'est y répondre.

Il serait donc légitime que les pays concernés soient invités à se conformer aux règles qui régissent cette organisation.

Il est clair que celle-ci ne sera respectée que si ses membres appliquent les principes dont elle se réclame et qu'à défaut il n'y aura pas de «Nouvel Ordre Mondial».

Il serait grand temps de se préoccuper de ce problème.

Jean COVILLE

L'Assemblée Générale  
de l'Amicale du M.R.P.  
se tiendra  
**vendredi 26 Avril 1991**  
**à 15 heures**  
dans la salle Médicis du Sénat  
elle sera suivie à 17 heures  
d'une messe à la mémoire de nos amis décédés  
dans l'Eglise S<sup>t</sup> Sulpice  
(entrée par la rue S<sup>t</sup> Sulpice)  
et d'une réception à la Présidence du Sénat  
par notre ami Alain Poher

## RAPPEL

Nous rappelons aux adhérents de l'Amicale du M.R.P. que la cotisation annuelle, comprenant l'abonnement au «M.R.P. vous parle» reste fixée à 120 francs.

Nous rappelons aussi aux destinataires de ce petit journal que l'abonnement annuel est de 20 francs.

Pour la bonne gestion de notre association et pour son extension éventuelle, notamment en province, nous souhaitons :

- 1°) que les adhérents n'omettent pas de nous adresser leur cotisation;
- 2°) que les destinataires de notre petit journal veuillent bien nous faire parvenir le modique abonnement de 20 francs.

D'avance nous adressons nos remerciements aux uns et aux autres.

## ASSEMBLEE GENERALE

Seuls les adhérents  
à jour de leur cotisation  
pourront participer  
à l'Assemblée Générale.

«Un cri d'alarme»  
Michel Poniatovski  
«que survive la France»  
(Éditions du Rocher)